CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

01. **SÉLECTION D'ARTICLES NUMÉRO 01.** **14.04.2020**
Retrouvez l'ensemble de nos publications sur
convergencesrevolutionnaires.org

Convergences Révolutionnaires est le journal du groupe l'Étincelle membre du NPA.

Retrouvez-nous également sur : Facebook // Twitter // Instagram & Youtube.

Au sommaire de ce numéro :

Pour les ouvriers de PSA
Toutes les raisons "sanitaires" et "économiques" de refuser la reprise
▸ 4

Monde
Espagne : une crise sanitaire et sociale sans précédent
▸ 6

Pour en savoir un peu plus…
Bacilles, parasites, virus… Des épidémies d'origines diverses
▸ 10

Une nouvelle de Gérard Delteil
Les jours d'après
▸ 12



» Politique

Macron nous sert la version « peace and love » des injonctions du Medef

14 AVRIL 2020

ÉDITORIAL DE L'ÉTINCELLE

L'ÉTINCELLE DU NPA

» Politique

Macron nous sert la version « peace and love » des injonctions du Medef

14 AVRIL 2020

ÉDITORIAL DE L'ÉTINCELLE

Lundi soir, troisième épisode dans la série « Macron nous parle ». Après Macron le guerrier, on a eu droit à l'agneau pascal, ou à Macron le curé : ton apaisé et prudent, vocabulaire précautionneux, du « nous » à toutes les sauces. Après l'union nationale va-t-en-guerre, voici la version « peace and love ». Mais pas de quoi nous embobiner.

› IL N'Y A PAS DE « NOUS » QUI TIENNE

Quoi qu'en dise Macron, son « nous » n'existe pas. Ce n'est pas « Nous » qui sommes responsables de la situation actuelle : ni du manque de stocks de masques, ni de la suppression de dizaines de milliers de lits dans les hôpitaux, ni du manque de moyens dans les Ehpad. Ni de ce confinement à double vitesse, qui voit des millions de travailleurs contraints de se rendre au boulot dans des usines où la promiscuité règne.

Non, « nous » ne sommes pas dans le même bateau, quand on voit que les populations les plus susceptibles d'être touchées par le virus sont celles qui continuent de travailler. Pour lutter contre l'épidémie… ou pour sauver les profits de leur patron. Ces mêmes travailleurs qui vivent souvent avec leur famille dans des territoires de désert médical, comme en Seine-Saint-Denis. La double peine : plus de chances d'être contaminés, moins d'être correctement pris en charge en cas de maladie.

› LE BOURRIN ET LE DOUCEREUX

Quelques jours avant le discours de Macron, le président du Medef, le bien nommé Geoffroy Roux de Bézieux, avait été on ne peut plus clair dans Le Figaro. On croyait tous que l'urgence était de résoudre la crise sanitaire ? Erreur. Geoffroy est là pour nous rappeler que la vraie urgence, c'est de « revenir à l'activité normale ». Avant de clamer haut et fort que « la reprise, c'est maintenant ! » : tous au boulot et que ça saute ! Pour la suite, son programme est simple : « il faudra bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés. » Pour les patrons, le « monde d'après » ressemble drôlement au monde d'avant…

La secrétaire d'État à l'économie, Agnès Pannier-Runacher, n'a pas tardé à renchérir sur ses donneurs d'ordre du Medef en déclarant qu'il faudra « probablement travailler plus que nous ne l'avons fait avant » afin de « rattraper les pertes causées par la crise sanitaire »… En un mot : aux travailleurs de payer la crise !

À Macron de passer la pommade ensuite… avec avalanche de mots creux pour saluer les salariés et promettre des changements pour « l'après ». Mais la pompe à fric reste toujours grande ouverte prioritairement aux grandes entreprises.



Retrouvez nos éditos en format vidéo sur notre chaîne youtube : convergences revolutionnaires

› LES GOSSES À L'ÉCOLE, LES PARENTS AU TURBIN ?

Quant à la reprise du travail appelée par le Medef, le gouvernement la prépare déjà. À partir du 11 mai, sitôt déconfinés – du moins partiellement – il faudra pour le plus grand nombre « retourner travailler ».

Macron a également annoncé la réouverture progressive des établissements scolaires à partir de cette date au nom de la lutte contre les « inégalités » engendrées par le confinement… Macron transformé en Che Guevara ou en Mère Teresa, personne n'y croit. La vérité est ailleurs : les écoles

›››› fermées, ça veut dire des salariés chez eux pour garder les enfants. Et ça, ça déplaît à Geoffroy et ses amis du CAC40… Donc le 11 mai, les gosses à l'école et les parents au turbin !

Cette réouverture des lieux de travail et des écoles risque d'occasionner un rebond de l'épidémie. Le respect des « gestes barrières » dans une cour de récréation, qui peut y croire ? Rebond d'autant plus probable que niveau masques et tests, rien de sérieux à l'horizon. Les industriels ont bien des millions de masques en stock, mais ils les gardent pour faire redémarrer leurs usines… Et le gouvernement n'a bien sûr pas bougé un orteil pour envisager leur réquisition.

› ILS PRÉPARENT LEUR REPRISE ? PRÉPARONS LA NÔTRE !

C'est à « nous » – le seul « nous » qui tienne, celui qui désigne ceux qui font tourner cette société – de mettre en avant nos revendications :

›››› **refuser la réouverture des entreprises non essentielles ;**

›››› **imposer des mesures sanitaires à la hauteur pour protéger nos santés et nos vies ;**

›››› **ne pas accepter de payer la crise via la détérioration de nos conditions de travail, présentes et futures.**

La colère s'accumule dans le pays contre la gestion du gouvernement, trouvons les moyens de la faire entendre : c'est la meilleure manière de préparer notre « monde d'après » et ne pas nous laisser pressurer dès aujourd'hui par le leur. ■

////////////////////////////////////



» Écologie

Le Covid, c'est fantastique ?

14 AVRIL 2020

BRÈVE D'ENTREPRISE

La pandémie n'arrête pas les affaires. Au contraire certains espèrent même tirer leur épingle du jeu de la situation, comme l'industrie du plastique, un polluant et danger sanitaire majeur à l'échelle planétaire.

Le lobby européen du plastique, EuPC, a adressé discrètement une lettre à la Commission demandant de « reporter d'au moins un an » une directive passée l'été dernier, qui interdit les plastiques à usage unique comme les couverts, les tiges à ballons, les cotons-tiges, etc. (40 % du plastique total). Ils vantent les plastiques à usage unique médicaux – pourtant pas concernés par la directive – ou défendent que « les sacs plastiques sauvent des vies » en permettant la distanciation sociale… !

On saura désormais qu'un plasturgiste, ça peut étouffer des dauphins, mais ça n'est pas étouffé par la honte.

Pour les ouvriers de PSA

Toutes les raisons « sanitaires » et « économiques » de refuser la reprise



PAR LÉO BASERLI , 10 AVRIL 2020

ENTREPRISES

Mardi 7 avril, la direction de PSA a obtenu la signature des syndicats, sauf la CGT, pour un accord scélérat, dit « Accord social solidaire, protecteur de la santé des salariés et de l'entreprise », mais dont seule la santé de cette dernière est le souci.

Il vise deux choses. Pour la reprise, mais surtout pour après.

En premier : le redémarrage prochain des usines de production en pleine pandémie. « Il s'agit de mesures inédites destinées à protéger au mieux tous les salariés », a osé déclarer le délégué central FO. Pas de date officielle pour la reprise, mais la première usine du groupe PSA à reprendre son activité pourrait être celle de Wuhan en Chine, où le confinement a pris fin ce même mardi.

En second : piquer des jours vacances aux salariés pour les faire marner cet été à rattraper la production perdue pendant le confinement, tout en organisant les conditions d'une flexibilité accrue pour la suite.

La santé de PSA sur le dos de celle de ses salariés

› REPRISE LE 30 MARS : LA DIRECTION DE PSA OBLIGÉE DE RECULER…

La direction avait dû remballer son projet de réouverture de certaines usines, prévue dans la semaine du lundi 30 mars. Il s'agissait de faire reprendre progressivement, dans certaines usines, et à effectifs réduits pour commencer, PSA annonçant « des mesures sanitaires renforcées afin de créer les conditions d'une reprise d'activité sécurisée et progressive ». Pour produire quoi ? Des moteurs à PSA Douvrin, des boîtes de vitesse à PSA Valenciennes, ou des liaisons au sol à PSA Caen… « Essentiel » en cette période de pandémie ?

Mais un tollé général avait suivi cette annonce de la direction, un front syndical se constituant même allant des syndicats les plus combatifs aux signataires d'aujourd'hui. Le même délégué de FO déclarait alors : « La reprise d'activité ne pourra s'envisager qu'après le pic de l'épidémie dans notre pays ». « Il n'est pas question que PSA utilise

›››› pour ses propres besoins des masques, des blouses, des lunettes de protection, alors que médecins, infirmières, policiers ne peuvent en bénéficier en nombre suffisant. », ajoutait la CFTC. Mais, santé « économique de l'entreprise » exige, les voilà signataires.

› … POUR MIEUX DÉCONFINER PAS MOINS DE 400 000 TRAVAILLEURS

Car, que ce soit pour la garde des enfants ou par peur d'attraper le virus, l'ambiance, chez les ouvriers des usines, n'est pas à la reprise. Pour beaucoup, il n'est pas question de reprendre le travail, quitte à se mettre en arrêt maladie. La direction le sait et s'est défendue : il s'agissait juste « d'être prêt le jour venu » ; pendant que la hiérarchie, dans toutes les usines, appelait un à un les salariés de leurs équipes pour la reprise.

Le but de PSA est en fait de faire revenir sur les sites, progressivement, des centaines d'ouvriers d'abord, des milliers ensuite. Quitte à ce que ce soit par rotation, en les habituant à un nouveau type de flexibilité. « L'entreprise de demain ne sera pas celle d'hier », menace déjà le DRH du groupe Xavier Chéreau.

La direction compte sur une réouverture de nombreux sites la semaine du 14 avril. « PSA organise un déconfinement qui toucherait 400 000 travailleurs » (en comptant les sous-traitants) dit Jean-Pierre Mercier délégué syndical central CGT. Et dans quelles conditions réelles ? (Voir notre article sur l'exemple du travail à PSA Vesoul.)

› PSA, FABRIQUANT DE RESPIRATEURS : BON PRÉTEXTE OU MAUVAISE BLAGUE ?

Alors le geste dont se vante PSA de lancer sur ses chaînes une petite production de respirateurs médicaux, vendus « à prix coûtant », sonne bien plus comme prétexte pour commencer à rouvrir ses usines.

Car dans le cadre d'un grand consortium industriel avec Air liquide, Schneider Electric ou Valeo, PSA n'accueillera sur son site de Poissy qu'une centaine de salariés (de PSA ou pas), chargés de produire 8 500 pièces de respirateurs par mois, qui ne seront pas disponibles avant mai ! Bien tard donc. Elles seront ensuite envoyées au site Air liquide d'Antony, où la direction de PSA compte encore dépêcher des volontaires du centre technique de PSA Vélizy.

Avec à peine quelques dizaines de salariés qui travailleront, non pas sur chaîne mais assis à des tables d'assemblage, pour fabriquer des pièces de respirateurs. On est loin de soumettre la production industrielle ou même la technologie à la nécessité salutaire de produire d'urgence du matériel médical. Une simple com' afin de préparer la remise au travail… pour produire des véhicules.

› LES SEULS GESTES BARRIÈRE EFFICACES SERONT CEUX POUR REFUSER LA RÉOUVERTURE DES SITES

En cas de reprise, les mesures de sécurité évoquées dans l'accord, ne serait-ce que la distance réglementaire entre chaque salarié, seront tout simplement impossibles à tenir. Elles le sont déjà pour les centaines de salariés obligés d'aller travailler. Elles le seront d'autant plus pour des milliers, à PSA Sochaux, Rennes ou Hordain… La direction le sait si bien que, faute de distance, elle compte imposer des casques à visière en plexiglas sur les chaînes de montage, à PSA Mulhouse par exemple.

La direction compte aussi distribuer entre deux et quatre masques par jour et par salarié (en comptant ceux pour les trajets). Ce ne seront donc pas moins de 600 000 masques par semaine que monopolisera PSA. Pour rouvrir les sites de PSA Metz et Tremery, par exemple, la direction affirme avoir assez de masques. Si c'est vrai, c'est qu'elle se serait déjà accaparé 200 000 masques pour produire des moteurs et des boîtes de vitesse… Alors que tous les hôpitaux de Moselle hurlent à la pénurie.

Voler les vacances pour que s'envolent à nouveau les profits

Le vol de jours de vacances des salariés est consacré par l'accord avec les syndicats béni-oui-oui, soi-disant pour le bien des ouvriers : permettre à ceux qui sont mis en chômage pendant la période de confinement de toucher leur salaire net à 100 %. Alors que les jours de chômage partiel ne sont payés (par l'État et l'Unédic) qu'à 84 % du salaire net, la direction promet de maintenir pour cette période le salaire des ouvriers à 100 % (ce qui, soit dit en passant, était déjà le cas du salaire des cadres, alors qu'à l'autre bout les intérimaires, eux, resteront au salaire amputé).

Sauf que l'addition, les 16 % restant, c'est essentiellement aux salariés eux-mêmes que PSA va les faire payer. Par un vol pur et simple de leurs jours de congé. Son homologue, le groupe Renault, a d'ailleurs mis sur pied un accord semblable. Tous deux sont dans la droite ligne des nouvelles ordonnances Pénicaud : il s'agit de faire payer aux salariés leur propre salaire… de leur poche. D'abord en abandonnant un jour de congé pour les ouvriers et techniciens, deux jours pour les cadres, dits jours de « solidarité ». Solidarité avec le patron, s'entend. À ce premier prélèvement général s'ajoutera la suppression de jours de congés supplémentaires, jusqu'à six jours pour

›››› l'instant, qu'on va pouvoir placer pendant la période du confinement (toujours ça en moins à indemniser) pour faire travailler plus ensuite à la place de vacances. (Voir notre article « Comme si le confinement était des vacances »)

› PAS DE VACANCES POUR LES PROFITS

De son côté, le groupe PSA, droit dans ses bottes et ses profits, pousse le culot jusqu'à convoquer ses actionnaires et annoncer la distribution probable de 1,1 milliard d'euros de dividendes, accord de fusion avec Fiat-Chrysler oblige, dit la direction. Dans le respect des restrictions gouvernementales, le versement des dividendes ne remet pas en cause le financement par l'État du chômage partiel.

Les ouvriers des usines PSA auront toutes les raisons de refuser cette menace de déconfinement au risque de leur vie, le « volontariat » à la reprise [1], ainsi que le vol pur et simple de près d'une semaine (ou plus) de congés. ■

---

[1] Une pétition circule déjà sur www.change.org. Contre la remise en cause des congés payés à PSA, signez et faites signer massivement la pétition : http://chng.it/KSfjHYkVbZ.

////////////////////////////////////

» Police

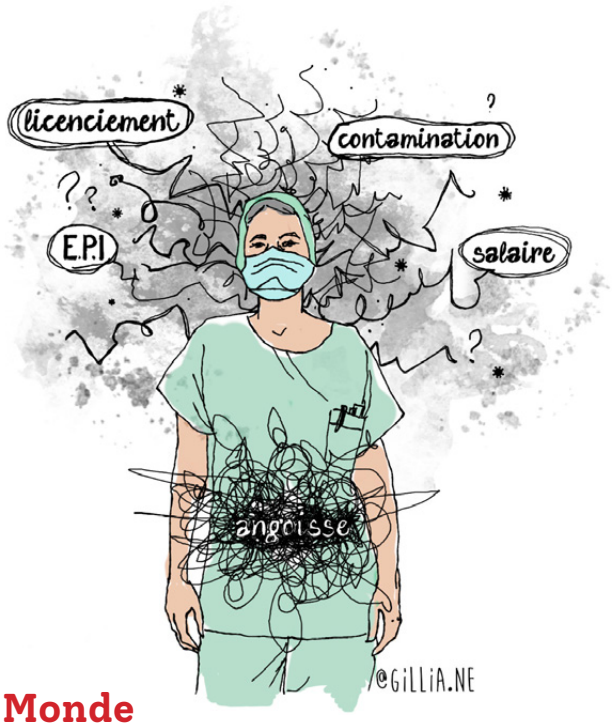
La mort est mon métier

9 AVRIL 2020

BRÈVE

Face à l'afflux de victimes du Covid-19, le préfet de police Didier Lallement a réquisitionné un hall du marché de Rungis pour accueillir les cercueils. Surprise pour les familles : le « stockage » est facturé 159 euros pour six jours et 35 euros par jour supplémentaire, en attendant un créneau pour les obsèques. Cerise sur le gâteau, un espace de recueillement est prévu… pour 55 euros de l'heure !

La loi du profit n'a pas de limite. ■



» Monde

Espagne : une crise sanitaire et sociale sans précédent

PAR SABINE BELTRAND, 13 AVRIL 2020

ARTICLE

Avec 167 000 cas positifs au Covid-19 et plus de 16 900 morts à ce jour (12 avril) selon les chiffres officiels, l'Espagne est un des États les plus touchés par la pandémie. Du fait du manque de moyens et des conditions de travail très dégradées, les soignants (médecins, infirmiers et auxiliaires) représenteraient aujourd'hui 14 % des cas confirmés. Un chiffre probablement en deçà de la réalité, et dénoncé par les syndicats de soignants, puisque nombreux sont ceux à qui on a refusé d'être testés. ▸

› LES HÔPITAUX DÉBORDÉS

À Madrid et Barcelone, principales régions affectées, malgré le ralentissement de l'épidémie, les urgences et unités de soins intensifs des hôpitaux sont sous tension, et la situation n'est pas bien meilleure dans les autres régions. Au mois de mars, des vidéos ont circulé, montrant des couloirs d'hôpitaux remplis de malades couchés à même le sol, sur des draps, dans des hôpitaux de la banlieue de Madrid. Partout, les témoignages de soignants se multiplient pour dénoncer le manque de personnel, de lits, de respirateurs, de gants, de masques, de sur-blouses, de lunettes de protection… Plusieurs plaintes ont été déposées par des syndicats, certaines ont même abouti, rappelant à l'administration son obligation de fournir au personnel les moyens de protection nécessaires, pour éviter qu'ils ne soient contaminés ou qu'ils propagent l'épidémie… Mais les stocks et surtout les effectifs manquent toujours, et dans les hôpitaux, les centres de santé et les maisons de retraites, c'est le système D qui prime.



› LE CONTE DE FÉE

Le 20 mars, au moment où le nombre de cas a commencé à augmenter fortement, le ministère de la Santé et la Communauté de Madrid ont demandé au parc des expositions de Madrid (Ifema) de se reconvertir en hôpital. En moins de 24 heures, un gigantesque hôpital de campagne de 85 000 mètres carrés, prévu pour accueillir jusqu'à 5 500 lits dont 500 de soins intensifs a donc été monté de toutes pièces. Derrière le conte de fées, un « désastre » dénoncé par les soignants. Censé soulager les hôpitaux de Madrid des nombreux patients Covid, l'hôpital de campagne d'Ifema a commencé par vider toute une partie de ces hôpitaux, mais aussi les centres de santé et le Samu, de leurs effectifs de soignants. Promiscuité, installations inadaptées, manque de matériel comme ailleurs… « *Nous sommes volontaires, résumait un infirmier, mais la volonté ne protège pas. Ce sont les EPI (équipements de protection individuelle) qui protègent. Et il n'y en a pas pour tout le monde.* »

› AU « FRONT » SANS PRÉPARATION

En Espagne comme ailleurs en Europe, le bilan de l'épidémie est amplifié par les conséquences des années de casse de la santé publique. Rien que dans la région de Madrid, les effectifs ont été réduits de 3 300 postes entre 2010 et 2018, alors que dans le même temps, les structures publiques de santé ont accueilli 500 000 patients supplémentaires. Au début de la crise, 50 000 personnes supplémentaires ont été recrutées en urgence. Des retraités, mais surtout de jeunes diplômés (infirmiers et auxiliaires) au chômage faute de places, et des étudiants en dernière année de médecine ou de soins infirmiers. Mais si ces effectifs étaient nécessaires et attendus dans bien des hôpitaux, ces jeunes recrues, inexpérimentées, ont été envoyées au front sans préparation… et sans l'assurance d'être embauchés à la fin de l'épidémie !

Dans les résidences pour personnes âgées, la situation est tout aussi terrible. La grande majorité des résidences sont privées. Le personnel, mal payé et mal équipé, y est largement insuffisant. Peu sont celles et ceux qui osent dénoncer leurs conditions de travail insupportables à visage découvert, de peur de perdre leur emploi [1]. Cette même pression les pousse à se résoudre à aller travailler même sans protection ou en se sachant infectés. Dans les résidences où le virus s'est installé, c'est l'hécatombe. Le 2 avril, la région de Castille-et-Léon a par exemple annoncé que sur 641 morts dus au coronavirus depuis le début de l'épidémie, 595 se sont produites dans des résidences pour personnes âgées ou dépendantes.

› CEUX QUI SE FROTTENT LES MAINS

De leur côté, les grands groupes de santé privés se frottent les mains. Le gouvernement de coalition PSOE-Unidas Podemos a bien demandé aux acteurs privés de « collaborer » en leur demandant, par exemple, de fournir une liste du matériel en leur possession (respirateurs, lits de soins intensifs, etc.), mais aucune mesure un tant soit peu contraignante n'a été prise pour mettre ce secteur au service de la lutte contre l'épidémie. Au point que certains groupes privés en viennent à imposer des congés à leurs salariés ou à mettre au chômage partiel une partie de leur personnel non employé aujourd'hui avec le report des interventions !

Du côté des laboratoires, c'est la grande aubaine. Le gouvernement répète que les

›››› stocks de tests de détection du Covid-19 sont épuisés et qu'il est difficile d'en acheter sur les marchés internationaux… mais le géant Eurofins-Megalab inonde les réseaux soc&iaux de pub pour ses tests que l'on peut réaliser même sans symptômes… à condition de débourser de 140 à 230 € selon la prestation, dans les locaux du groupe ou à domicile, bien sûr.

› LE GOUVERNEMENT SÁNCHEZ-IGLESIAS AU SECOURS DES GRANDES ENTREPRISES

Suite aux élections de novembre 2019, le socialiste Pedro Sánchez, président du gouvernement depuis 2018 [2], a formé un gouvernement de coalition avec Unidas Podemos [3] (formation électorale qui rassemblait la coalition Izquierda Unida autour du PCE et le parti Podemos de Pablo Iglesias). Cette « coalition progressiste » se donnait pour but de « récupérer la décennie perdue ». Malgré un programme réformiste peu ambitieux, la formation de ce nouveau gouvernement a suscité certains espoirs dans l'électorat populaire, après des années d'attaques répétées contre les travailleurs, d'austérité sur fond de classe politique corrompue jusqu'à l'os, et avec l'extrême droite en embuscade.

› 100 MILLIARDS DE GARANTIE POUR LES ENTREPRISES

Quelques jours après avoir décrété « l'état d'urgence », le 14 mars, pour faire face à l'épidémie, le gouvernement Sánchez-Iglesias a annoncé la mobilisation de 200 milliards d'euros (20 % du PIB) pour soutenir les entreprises. Il s'agit d'un fonds de garantie allant jusqu'à 100 milliards, destiné à pouvoir prêter de l'argent aux entreprises en difficulté (sans contrôle ni garantie de recouvrement) et d'au moins 17 milliards de dépenses budgétaires pour financer les mesures de chômage partiel ou le moratoire sur les cotisations patronales. Le reste serait un appel à un effort du privé. En guise d'investissement extraordinaire dans la santé, le gouvernement central a pour le moment sorti 3,8 milliards d'euros.

› UN « BOUCLIER SOCIAL » ?

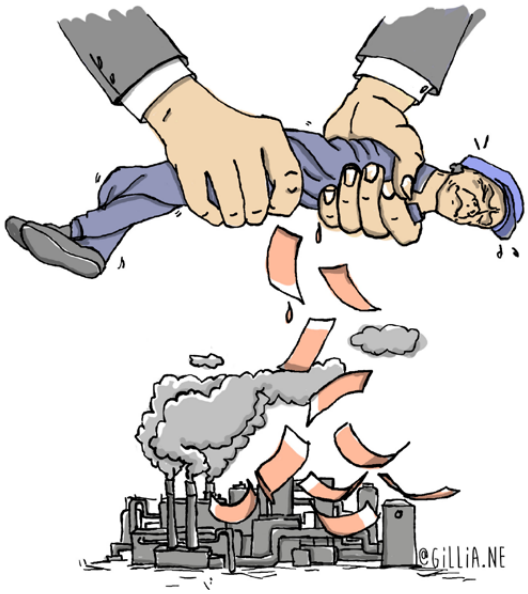
Pedro Sánchez présente ses mesures comme « un bouclier social », en annonçant des revenus garantis pour les aides ménagères qui auraient perdu tout ou partie de leurs contrats (en réalité une aide à hauteur de 70 % des revenus perdus, pour ceux qui étaient déclarés) ou jusqu'à 440 € pour les salariés dont les CDD n'auraient pas été renouvelés à cause de la crise sanitaire (pendant un mois maximum !)… On est bien loin du maintien du salaire que les travailleurs seraient en droit d'exiger, et bien loin même du salaire minimum de 950 €. Car derrière des positions « sociales » de façade, tout est fait pour ménager les industriels.

Ainsi, les conditions assouplies des Plans de Réduction Temporaire de l'Emploi (sorte de chômage partiel [4]) qui accompagnent la demande par le gouvernement de fermeture des secteurs « non essentiels » donnent la possibilité aux entreprises de récupérer les heures qui n'auront pas été travaillées pendant le confinement. Double peine pour les salariés, payés 70 % de leur salaire (aux frais de l'État, pas touche aux bénéfices) et qui seront tout de même redevables de ces heures non travaillées pour leur patron !



Pablo Iglesias lui-même s'est félicité d'une prétendue « interdiction des licenciements » pendant la période d'urgence sanitaire… alors que près de 900 000 emplois ont déjà été détruits au mois de mars [5] et que la mesure prise par son gouvernement consiste simplement à rendre « injustifiés » aux yeux de la loi les licenciements « pour motif économique, technique ou de production » liés à la situation sanitaire… ce qui implique juste qu'ils coûteront un peu plus cher aux entreprises, pas du tout qu'ils soient interdits !

Avec un chômage qui touche maintenant 3,5 millions de personnes, auxquelles on peut ajouter un demi million de non inscrits et 3 millions de salariés potentiellement concernés par le chômage technique qui vont subir d'importantes pertes de salaire, on sait d'ores et déjà que les conséquences sociales seront terribles, dans un pays où 12 millions de personnes (près de 25 % des foyers) vivent déjà sous le seuil de pauvreté. Et si le gouvernement Sánchez-Iglesias en appelle dans ses discours à la « solidarité » de tous, aux « efforts » et aux « sacrifices » de chacun, les demi-mesures qui consistent à tout faire pour que les grandes entreprises aient précisément le moins d'efforts à faire en faisant reposer les sacrifices sur les salariés sont véritablement criminelles.



› 813 MILLIONS POUR SES DIVIDENDES, 63 MILLIONS POUR LA CHARITÉ

Et là-dessus, au comble de l'hypocrisie, quelques grands patrons jouent à faire de la charité tout en continuant à faire tourner leur empire et à alimenter la spéculation. Tel Amancio Ortega, sixième fortune mondiale, propriétaire du groupe Inditex (leader mondial du textile qui possède notamment la marque Zara), qui a touché 813 millions d'euros de dividendes cette année sur lesquels il ne paye aucun impôt, et qui vient de faire un don de matériel médical à l'État espagnol pour un montant de 63 millions d'euros (1 450 respirateurs destinés à des unités de soins intensifs, 300 000 masques filtrants pour le personnel soignant, 1 million de kits de détection du virus et 450 lits d'hôpitaux).

› LES RÉACTIONS COLLECTIVES DES SALARIÉS

Face à l'impréparation, aux louvoiements du gouvernement et à la rapacité des grands groupes du privé, il a fallu tenter de s'organiser. Dans les hôpitaux, nombreux sont les témoignages qui soulignent que le matériel de protection nécessaire n'a été obtenu, au moins dans un premier temps, que grâce aux dons et à la solidarité de particuliers. Dans les quartiers populaires aussi, la solidarité prend parfois la forme de véritables réseaux d'entraide sur whatsapp, pour les courses, la garde des enfants, les médicaments, la fabrication de masques… Dans les entreprises, comme à Airbus ou dans des centres d'appel, des équipes ont réagi collectivement pour exiger de véritables protections ou l'arrêt des productions non essentielles. Pour faire face aux importantes baisses de revenu subies par les milieux populaires, des collectifs de locataires ont entamé une grève des loyers. Nul doute que pour affronter la crise sociale qui s'annonce, les travailleurs auront à reprendre le chemin des luttes ; peut-être verra-t-on se réactiver des réseaux et des expériences acquises dans le cycle de mobilisations d'après la crise de 2009… ■

---

[1] Et pour cause ! En février, trois employées d'une résidence de Clece (entreprise de services du groupe ACS, propriété de Florentino Pérez, président du Real Madrid) ont été licenciées après avoir dénoncé sur une chaîne de radio nationale leurs conditions de travail. Le motif : elles auraient « accaparé » du matériel en cachant qui trois couches et qui deux paires de gants dans leurs casiers…

[2] Pedro Sánchez, est devenu chef du gouvernement après avoir présenté une motion de censure contre Mariano Rajoy, trempé jusqu'au cou dans une affaire de corruption. Les difficultés à former une majorité au Congrès l'ont amené à convoquer des élections anticipées, en avril puis en novembre 2019. Salué pour avoir augmenté le salaire minimum de 22 % en 2019, il n'a cependant pas cherché à déroger aux réformes du Code du travail de 2012 qui rendaient les licenciements quasiment gratuits pour les entreprises, ni à interdire réellement les expulsions locatives.

[3] Parmi les membres du gouvernement, on trouve cinq ministres issus de Unidas Podemos, dont la ministre du Travail Yolanda Díaz (PCE) et Pablo Iglesias, vice-Président et ministre des Droits sociaux et de l'Agenda 2030.

[4] À la différence du système français, un salarié à qui on applique un ERTE (Expediente de Regulación Temporal del Empleo) n'est plus payé par son entreprise mais peut solliciter une allocation de chômage.

[5] D'après le syndicat Comisiones Obreras (Commissions ouvrières), près d'un million de travailleurs ont été licenciés au mois de mars, dont 750 000 personnes en CDD, principalement dans le domaine du commerce et de l'hôtellerie. Les régions les plus pauvres (Andalousie, Estrémadure…) ont été les plus touchées.

» Pour en savoir un peu plus

Bacilles, parasites, virus... Des épidémies d'origines diverses

Simon Costes, 30 mars 2020

ARTICLE

Avec le développement des vaccins et des antibiotiques, les populations des pays riches n'ont plus connu de véritables épidémies depuis la fin du XXe siècle, la poliomyélite y étant officiellement éradiquée à la fin des années 1990. Aujourd'hui, c'est près d'un tiers de la population mondiale qui se trouve confinée dans l'espoir de limiter la propagation de l'épidémie de maladie à coronavirus. Une manière brutale de rappeler que les épidémies, quelles qu'elles soient, sont loin d'avoir disparu de la surface du globe.

› TROIS GRANDS TYPES D'ÉPIDÉMIES

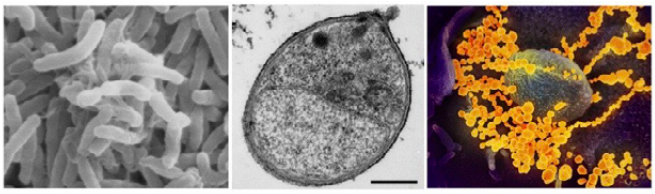
On peut globalement distinguer trois grands types d'épidémies, selon l'agent pathogène qui en est responsable : les épidémies à bacille (comme la peste, la tuberculose ou le choléra), les épidémies à virus (comme l'actuelle maladie à coronavirus ou la maladie à Ebola), et les épidémies à parasite (comme le paludisme, également connu sous le nom de malaria).

Un ***bacille*** est une bactérie, un être vivant constitué d'une seule cellule, se reproduisant par division cellulaire dès qu'il se trouve dans un environnement propice à sa croissance, c'est-à-dire un animal-hôte dans le cas d'une infection.

Un ***parasite*** est également un organisme vivant, généralement unicellulaire dans le cadre des maladies infectieuses, mais dont la structure cellulaire est plus complexe que celui d'une simple bactérie. Ces êtres présentent la particularité d'avoir un cycle de reproduction en plusieurs étapes dont l'une est l'infection d'un hôte.

Enfin, les ***virus*** sont des entités à part. Considérés comme des êtres vivants par certains scientifiques mais pas par tous, leur structure ne comprend pas l'essentiel des molécules nécessaires à leur fonctionnement, donc à leur reproduction. Ils doivent ainsi infecter les cellules, plus complexes, d'un organisme pluricellulaire afin de détourner leur machinerie moléculaire pour produire de nouvelles particules virales, les virions, qui se propageront vers une nouvelle cellule en détruisant l'ancienne.

Pour qu'on commence à parler d'une épidémie dans le cadre d'une maladie infectieuse, il faut qu'elle se propage dans une proportion relativement importante de la population. Le caractère épidémique d'une maladie n'est pas seulement une notion d'échelle. Il faut également que celle-ci soit transmissible d'un organisme à un autre, entre humains ou entre humains et animaux. Ainsi, les maladies chroniques touchant une forte proportion de la population, comme le diabète ou les maladies cardiovasculaires, ne présentent pas ce caractère transmissible. On ne peut donc pas parler d'épidémie dans leur cas, malgré un nombre de malades important et en hausse. [...]



(A) Bacilles du choléra, (B) Parasite responsable du paludisme, (C) Virions de coronavirus SARS-Cov-2 (en jaune) émergeant d'une cellule infectée

Crédits : Kirn *et al.* (https://doi.org/10.1046/j.1365-2958.2000.01764.x), Lyth *et al.* (https://doi.org/10.1038/s41598-018-28457-z), NIAID-RML

› L'ÉPIDÉMIE ACTUELLE

L'épidémie de maladie à coronavirus appartient à la catégorie des épidémies à virus. Les deux stratégies pour y mettre fin sont connues des scientifiques depuis le début :

» attendre que la maladie se soit propagée dans la population et ait provoqué une immunité chez un nombre suffisant de personnes pour devenir inoffensive. Cette stratégie dite d'« immunité collective » (herd immunity en anglais) a été initialement adoptée par Boris Johnson au Royaume-Uni et Donald Trump aux États-Unis, avant d'être finalement abandonnée devant l'estimation du nombre impressionnant de décès qu'elle aurait provoqué;

» développer un vaccin et organiser de grandes campagnes de vaccination auprès de la population.

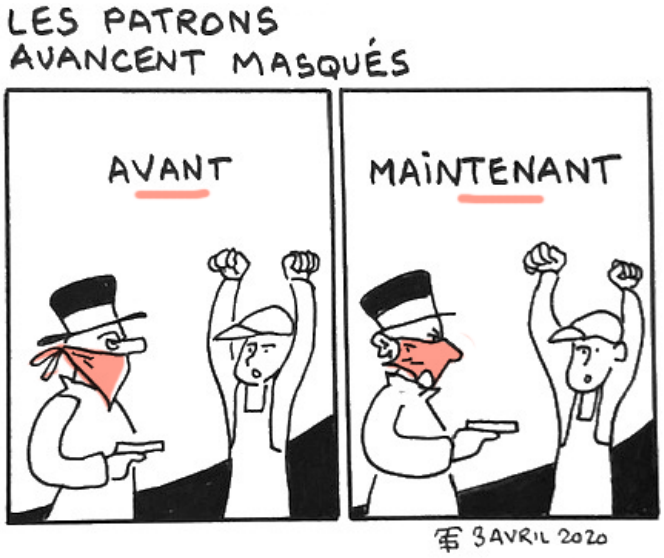
›››› En l'absence de vaccin, dont on estime la durée de mise au point entre un an et dix-huit mois, la seule solution reste donc de limiter la propagation de la maladie le plus possible pour éviter la saturation des systèmes de santé, et donc limiter le nombre de décès de malades qui ne pourraient pas être pris en charge. Une stratégie de longue haleine, compliquée par des années de politique de réduction des capacités d'accueil et de prise en charge des hôpitaux, ainsi que l'absence de toute planification dans l'organisation du système de santé, de la production de médicaments ou du matériel médical à l'administration des soins.

› UNE PRÉOCCUPATION DES ÉPIDÉMIES À GÉOMÉTRIE VARIABLE

L'épidémie de maladie à coronavirus est volontiers présentée par les politiques comme un phénomène auquel l'humanité n'aurait pas été confrontée depuis longtemps. C'est oublier un peu vite que si la population des pays industrialisés a été relativement épargnée par les maladies infectieuses depuis le milieu du xxe siècle, la grande majorité de la population du globe vit en permanence sous leur menace. L'Afrique subsaharienne notamment paie chaque année un lourd tribut aux virus comme Ebola, qui a touché l'Afrique centrale en 2014 et qui continue aujourd'hui à sévir en l'absence de traitements efficaces. Mais c'est également le cas de l'Inde qui, avec l'Afrique, est un des principaux foyers de l'épidémie de paludisme, maladie presque aussi ancienne que l'humanité et responsable de centaines de milliers de décès chaque année. Sans parler de la tuberculose, dont on connaît pourtant un traitement, qui provoque encore des millions de morts chaque année dans les pays pauvres…

Jusqu'à présent, les dirigeants des grandes puissances capitalistes se préoccupaient assez peu du sort des pays comme l'Inde ou la République démocratique du Congo, en matière d'épidémies, tant que ça ne touchait pas leur économie et la source de leurs profits. Et il y a encore quelques mois, les Macron, Buzyn et Philippe regardaient d'un œil distrait ce qu'il se passait à Wuhan, comme si cela ne pouvait de toute façon que se cantonner aux pays d'Asie du Sud-Est. Aujourd'hui, c'est la population des vieilles puissances impérialistes qui commence seulement à payer le prix de leur arrogance et de leur irresponsabilité dans la gestion de la santé des populations. ■

Retrouvez la version complète de cet article en ligne.



» Patronat

Profiteurs de guerre

9 AVRIL 2020

BRÈVE D'ENTREPRISE

Une PME française, Péters Surgical, est érigée par la presse en héroïne de la « guerre » contre le Covid-19 parce qu'elle produit des sondes utilisées en réanimation, avec un PDG au côté de ses salariés pour être « sur le pont » (dixit le journal *Les Échos*) de 6 heures à 22 heures, 6 jours sur 7.

Mais, comme le révèle une enquête de Mediapart, cette entreprise, qui exploite 650 salariés dans le monde, dont 191 en France, est surtout une machine à fric pour son patron. Renflouée dans les années 2000 avec l'argent public, elle a été privatisée en 2013, une fois redevenue rentable. Les actionnaires en tirent un joli bénéfice qui ne cesse de monter, augmenté d'une multitude d'aides publiques, qu'ils se mettent dans la poche tandis que les salariés sont envoyés au chômage.

D'ici deux mois, le site de production de Bobigny tant vanté par la presse fermera ses portes, y compris la ligne de fabrication ouverte pour faire face à la demande exceptionnelle liée au coronavirus. Le patron délocalise pour produire à moindre coup.

Bilan : 60 licenciements. ■



» Une nouvelle de Gérard Delteil

Les jours d'après

8 AVRIL 2020

CULTURE

Mon autorisation de sortie commençait à seize heures. Il était treize heures trente. Pour passer le temps, je zappais distraitement sur les chaînes TV. Elles ne parlaient que du procès des masques. Ils avaient arrêté des migrants syriens qui travaillaient dans des caves du 93 pour le compte d'un autre migrant, un Pakistanais en situation régulière. Les masques qui sortaient de ces ateliers clandestins étaient étiquetés « Made in China » et accompagnés de faux certificats obtenus grâce à la complaisance d'un fonctionnaire des douanes qui avait mystérieusement disparu. Sur BFM, une soignante essayait de dire qu'ils servaient de boucs émissaires, mais l'animateur ne lui en laissait pas placer une. Il lui posait sans cesse la même question : « Mais n'êtes-vous pas indignée par cette escroquerie ? Ne pensez-vous pas que ces gens-là sont des criminels ? » Elle commença une phrase du genre « À mon avis, les plus grands criminels… » mais fut à nouveau interrompue.

Pendant le confinement, j'avais pris l'habitude de passer un temps fou devant les écrans. Je n'ignorais donc absolument rien de l'actualité. L'idée de me coltiner désormais soixante heures par semaine dans le cadre du plan de redressement national adopté par ordonnance ne me plaisait pas beaucoup et j'avais bien l'intention d'en parler avec les collègues de ma boîte. Ça s'annonçait plutôt mal. Mon père m'avait appelé aussitôt après la présentation de ce plan par le premier ministre.

— La CSG coronavirus sur les retraites, ça va faire combien, à ton avis ?

— Aucune idée.

Une liste de mesures longues comme le bras avait été débitée sans donner de précisions. Toutes sortes d'économistes s'étaient livrés à des calculs pour établir ce que ça allait nous coûter, avec des graphiques, des tableaux, mais j'avais eu du mal à comprendre. J'avais surtout retenu les soixante heures et la réduction des congés payés à quinze jours par an pour les deux années à venir. Fallait que la France retrouve sa compétitivité, l'union nationale, l'exemple du sacrifice des soignants. Bref le bourrage de crânes habituel.

À seize heures quinze, je venais tout juste de m'engager dans la rue, avec mon masque bien sûr, quand mon portable se mit à biper. Un texto.

« *Attention : dernier délai !*

Un contrôle d'identité par drone établit que vous n'avez pas encore intégré la puce anti-Covid. Nous vous rappelons que l'intégration de cette puce est obligatoire. À partir de dix-neuf heures aujourd'hui, vous serez passible d'une amende forfaitaire de 250 euros si vous ne l'avez pas intégrée. Nous vous invitons donc à vous présenter immédiatement au centre spécialisé le plus proche. Votre GPS vous donnera toutes les indications nécessaires. Vous êtes actuellement à 1,4 km du centre de l'avenue Jean-Jaurès.

Cette intégration est indolore et gratuite.

Ceci est un message du ministère de la Santé. »

Instinctivement, je levai la tête, mais ne distinguai pas le drone qui devait voler très haut. Pas le choix. Je me mis en marche vers le centre. Une longue file s'étirait devant l'entrée que surveillaient quatre vigiles. Sur le bâtiment, un centre sportif réquisitionné, s'étalait une immense affiche où l'on voyait un couple flanqué de deux enfants. La femme tenait un bambin dans ses bras et l'homme une fillette par la main :

“LA PUCE ANTI-COVID PROTÈGE VOTRE FAMILLE”.

Ça avait un petit côté pétainiste insupportable.

Pas le choix. Je me plaçai derrière le dernier de la file, en respectant la distance d’un mètre cinquante. Des lignes avaient été tracées sur le sol.

— Vous croyez qu’ils mettent le casier judiciaire dans la puce ? me demanda le type qui me précédait.

— Aucune idée.

— Ça leur sert à localiser les gens en temps réel et à lire leur dossier médical, dit une femme qui venait d’arriver derrière moi. C’est tout. Les autres informations sont interdites.

— Ça commence comme ça, et vous ne savez pas ce qu’ils peuvent mettre dedans.

C’était bien mon avis. Mais ça ne servait pas à grand chose d’épiloguer.

La queue avançait assez vite. Parvenu dans l’ancien gymnase je constatai qu’on y avait installé une trentaine de tables derrière lesquelles officiaient des femmes et des hommes en blouse blanche, masqués. Des appareils bizarres étaient disposés sur ces tables. On se serait cru dans un film de science-fiction.

Je me retrouvai en face d’une jeune fille dont on ne distinguait que les yeux et le front sous une charlotte blanche.

— Bonjour monsieur, asseyez-vous et glissez votre bras dans l’anneau. Ne vous inquiétez pas. Vous n’allez ressentir qu’un léger picotement pendant moins d’une heure.

Je croisai son regard et m’exécutai, en m’efforçant de dissimuler le malaise que m’inspirait cette opération.

Une petite lumière verte s’alluma sur l’appareil.

— Voilà, c’est terminé. Je vais vous remettre cette brochure qui explique de façon détaillée toutes les fonctions de la puce anti-Covid.

Elle me tendit un opuscule.

— Merci, mais j’ai déjà vu tout ça à la TV, dis-je.

— Je dois néanmoins vous expliquer brièvement les fonctions de la puce.

Je fus sur le point de l’envoyer balader, elle, sa brochure et ses explications, mais elle ne faisait que son boulot. Et beaucoup de gens en cherchaient, du boulot. Je pris donc mon mal en patience.

— La puce anti-Covid appartient à la dernière génération des puces gamma, récita-t-elle. Elle est en mesure de déceler la présence du Covid-19 dans votre organisme et de libérer instantanément une dose d’anticorps qui annihilera immédiatement les effets de cette agression. Elle ne nécessite aucun entretien. Toute défaillance serait signalée à distance.

— Ça permet quand même de fliquer les gens ! ne pus-je m’empêcher de lancer.

— La puce est programmée pour vous avertir si vous sortez de votre aire de déplacement autorisé ou en dehors de votre créneau horaire. Elle envoie immédiatement un message à votre smartphone…

— Et aux flics, je suppose, dis-je.

— Vous trouverez toutes ces précisions dans la brochure, conclut-elle un peu plus sèchement. Je dois passer à la personne suivante…

En sortant du centre, je tombai sur un collègue de ma boîte, en chômage technique lui aussi. Nous attendîmes de nous être un peu éloignés des vigiles pour engager la conversation.

— Tu as reçu la proposition de la direction ? me demanda-t-il.

À l’instant où j’allais lui répondre, mon portable bipa. Un nouveau texto.

« *Félicitations. Vous avez intégré avec succès la puce anti Covid. Nous vous invitons à prendre connaissance de toutes ses caractéristiques dans la brochure qui vous a été remise. Vous pouvez aussi consulter le didacticiel en ligne et obtenir toutes les réponses aux questions que vous vous posez. Dans quinze jours, un questionnaire de satisfaction vous sera adressé. Vos réponses resteront confidentielles. La puce anti Covid a été agréée par la commission informatique et libertés.*

Ceci est un message du ministère de la santé. »

Mon collègue venait de recevoir le même texto.

— C’est du pipeau, dit-il. Je le sais par un pote qui travaille chez Amazon. Dans cette boîte ils ont un système de tracking

depuis longtemps. Ca marche avec des tablettes. Le patron sait en permanence où tu te trouves, combien de temps tu mets à sortir un carton. Les informaticiens du ministère de l'intérieur ont juste perfectionné le système et remplacé les tablettes par des puces. C'est signé par le ministère de la santé pour ne pas affoler les gens, mais vont communiquer toutes les données aux flics et aux patrons.

— Tu n'exagères pas un peu ?

— Pas du tout. Mais, si ça t'intéresse, je connais un moyen de pirater le truc. On en parle au boulot lundi ?

Je connaissais ce collègue comme un contestataire qui n'avait jamais hésité à rentrer dans le lard des chefs et des cadres trop pénibles. Sa proposition m'inquiétait un peu, car il était question d'amendes très élevées pour tous ceux qui ne se plieraient pas aux nouvelles directives. Néanmoins, je lui répondis que, oui, on aurait tout le temps d'en parler au boulot. Du moins s'ils ne supprimaient pas aussi les pauses.

À cet instant, une rumeur s'éleva dans l'avenue.

Une foule dense. Une manif. Avec des pancartes et des banderoles. Beaucoup de jeunes. Ils scandaient des slogans contre la puce Covid.

Mon collègue se mit à courir pour les rejoindre. Instinctivement, je le suivis.

Une femme qui semblait particulièrement en colère me prit par le bras.

— Tu connais la nouvelle ? On vient de flanquer le feu à leur centre de contrôle.

Elle tendit le doigt. Une fumée noire s'élevait au dessus des immeubles.

Mon portable bipa encore une fois. Je m'écartai des manifestants pour consulter le texto.

« *Le service relais de votre puce Covid est momentanément indisponible. Dès que ce service sera rétabli, nous vous en informerons.*

Ceci est un message du ministère de la santé. ■ »

////////////////////////////////////

» Hôpital

La sortie de route d'un haut fonctionnaire

14 AVRIL 2020

BRÈVE

Le directeur général de l'ARS (Agence régionale de santé) du Grand Est a été limogé. Son erreur ? Ne pas avoir pris à temps le virage à 180 degrés et avoir continué à défendre le plan de restructuration de l'hôpital de Nancy, avec fermetures de lits et réduction d'effectifs soignants à la clé. Alors que les membres du gouvernement tenaient ce même discours il y a quelques semaines, ils jouent aujourd'hui les indignés et font sauter un fusible. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils aient changé de politique à long terme envers l'hôpital public. ■

» Monde

Une politique criminelle

14 AVRIL 2020

BRÈVE

La situation des migrants s'aggrave avec la fermeture des ports consécutive à l'épidémie de coronavirus. Plusieurs ONG alertent sur la disparition d'une embarcation en Méditerranée depuis vendredi dernier, qui aurait chaviré avec des dizaines de personnes à bord. Celle-ci avait pourtant appelé à l'aide mais les garde-côtes des différents pays ont fait la sourde oreille. La politique de fermeture des frontières révèle chaque jour son caractère meurtrier. Ce qui n'a pas empêché Salvini, le leader de l'extrême droite italienne, de prétendre ce week-end que « les Italiens sont enfermés chez eux et les clandestins libres de débarquer ». Obligés de mourir surtout. On ne compte plus les milliers de morts en Méditerranée ces dernières années.

Les frontières tuent, à bas les frontières ! ■

La lecture continue ...

Chômage partiel chez Renault : la solidarité à sens unique

ARTICLE DU 7 AVRIL 2020

Quelques éléments sur la situation en Inde

ARTICLE DU 30 MARS 2020

Face à la catastrophe sanitaire : des idées d'hospitaliers sur les moyens de la conjurer

ARTICLE DU 6 AVRIL 2020

Pendant le confinement,

rendez-vous ce dimanche

19 Avril 2020

à 15h, pour une réunion-débat.

Cette réunion sera organisée sur Zoom, contacte-nous pour y participer.

Qui sommes nous ?

Convergences Révolutionnaires est publiée par la Fraction L'Étincelle.

La Fraction L'Étincelle est un groupe trotskyste issu de Lutte ouvrière qui, tout en conservant ses activités et moyens d'expressions politiques propres, milite aujourd'hui au sein du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Nous sommes pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire en France et d'une Quatrième internationale dans le monde.

Convergences Révolutionnaires s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux idées de l'extrême gauche. C'est aussi un outil au service de ceux qui entendent avoir une activité révolutionnaire dans les entreprises, les ateliers, les chantiers, les bureaux, les cités et les quartiers comme parmi la jeunesse.

En ces temps de confinement, nous ne pouvons pas imprimer notre revue habituelle et nous réalisons donc cette sélection hebdomadaire des articles que nous faisons paraître sur notre site ainsi que sur nos réseaux sociaux.

Site internet

Twitter

Facebook

Instagram

Youtube

L'ÉTINCELLE DU NPA